



D.2016.07.06.3.2.2

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN
DE L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE**

Séance du 6 Juillet 2016

3 - STRATEGIE MOBILITES**3.2 - ECOMOBILITE****3.2.2 - PLAN DE MOBILITE DE L'ECOLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET FORMATION PROFESSIONNELLE (CESI) : ACCOMPAGNEMENT METHODOLOGIQUE DU SMTC – CONVENTION DE PARTENARIAT N° 2016-0847**

L'an deux mille seize, le six juillet à Toulouse Métropole, le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Michel LATTES, Président du Syndicat Mixte.

	PRESENTS	POUVOIR	ABSENTS EXCUSES
TOULOUSE METROPOLE			
ANDRÉ Gérard	X		
AUJOULAT Michel	X		
BRIAND Sacha	X	X (pouvoir M. Trautmann à partir de 10 h00)	
CARNEIRO Grégoire	X		
CHOLLET François		X (M. Lattes)	
DEL BORRELLO Marc	X		
GRASS Francis	X		
KELLER Bernard	X		
LAGLEIZE Jean-Luc	X		
LATTES Jean-Michel	X		
MARTI Marthe	X		
MOUDENC Jean-Luc	X		
TRAUTMANN Pierre	X		
TRAVAIL-MICHELET Karine	X		
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SICOVAL			
AREVALO Henri	X		
LAFON Arnaud		X (M.Arévalo)	
SITPR			
BACOU Denis	X		
LERY Sébastien	X		
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU MURETAIN			
ROUCHON Adeline	X		
SUAUD Thierry		X (Mme Rouchon)	

Contexte

Dans le cadre de la politique d'écomobilité portée par le SMTC, une des orientations porte sur les plans de mobilité avec pour axes stratégiques :

→ Le renforcement des partenariats avec le secteur économique et entrepreneurial pour impulser une dynamique territoriale plus conséquente, en phase avec le développement des projets structurants.

→ La mobilisation des établissements par bassins d'activité ou territoires de projet, pour ancrer les plans de mobilité autour des projets portés par le SMTC.

Dans ce cadre, le SMTC accompagne les démarches de plans de mobilité selon plusieurs dispositifs :

- Accompagnement méthodologique.
- Production de carte de géolocalisation.
- Enquête mobilité des salariés.
- Aide à la définition du plan d'actions.
- Animation en entreprise.

Le SMTC est sollicité par l'Ecole d'Enseignement Supérieur et Formation Professionnelle (CESI) pour la mise en œuvre d'un plan de mobilité dont les objectifs sont :

- Favoriser les solutions alternatives à la voiture individuelle.
- Améliorer la qualité d'accessibilité des sites de Labège.
- Réduire l'impact environnemental des déplacements et notamment les émissions des gaz à effet de serre.
- Mettre en place une offre de covoiturage pour les salariés et les étudiants/stagiaires.
- Faire participer les salariés et étudiants/stagiaires à un projet fédérateur.
- S'engager dans une démarche citoyenne.
- Diminuer la fatigue et les risques d'accident de trajet.

Afin d'organiser les modalités pratiques de cet accompagnement, il convient d'établir une convention de partenariat précisant les engagements respectifs du CESI et du SMTC.

La convention de partenariat proposée porte sur un accompagnement méthodologique. Elle aura une durée de 5 ans et sera reconductible une fois pour la même durée.

Il est proposé au Comité Syndical d'approuver les termes de cette convention de partenariat avec le CESI et d'autoriser le Président à la signer.

Le Comité Syndical :
Entendu l'exposé de Monsieur le Président,
Après en avoir délibéré et à l'unanimité des votants :

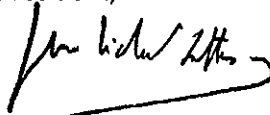
ARTICLE 1 : APPROUVE les termes de la convention de partenariat n° 2016-0847 entre le SMTC et le CESI.

ARTICLE 2 : AUTORISE le Président à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Michel Lattes', with a long horizontal flourish extending to the right.

Jean-Michel LATTES

**Convention de partenariat
entre le SMTC-Tisséo et l'Ecole d'Enseignement Supérieur et Formation Professionnelle (CESI)
relative à un accompagnement méthodologique
pour la mise en place d'un Plan de Mobilité
N° 2016-0847**

Entre les soussignés

- **L'Ecole d'Enseignement Supérieur et Formation Professionnelle (CESI)**, Association Loi 1901 dont le siège social est situé 30 rue Cambronne, 75015 PARIS SIREN n° **775 722 572**, représentée par son Directeur Régional Sud-Ouest, dûment habilitée à signer la présente,

Ci-après désigné par les termes «**CESI** »

Et

- **Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération toulousaine**, 7 Esplanade Compans-Caffarelli, BP 11120, 31 011 Toulouse cedex 6, représenté par son Président, Monsieur Jean-Michel LATTES, dûment habilité à signer la présente, par délibération n° D 2016.07.06.3.2.2 en date du 06/07/2016,

Ci-après désigné par les termes « **SMTC-Tisséo** ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Cadre de la convention

Un plan de mobilité est une démarche menée par les établissements publics et privés visant à mettre en place un plan d'actions permettant de répondre aux besoins de mobilité des salariés et à la nécessité de faciliter l'accessibilité aux zones économiques.

L'Ecole d'Enseignement Supérieur et Formation Professionnelle (CESI) s'inscrit dans ce dispositif.

ARTICLE 2 : Objet de la convention

L'Ecole d'Enseignement Supérieur et Formation Professionnelle (CESI) souhaite mettre en place un plan de mobilité à destination des salariés et étudiants/stagiaires de son Campus de Toulouse, basé au 16 rue Magellan 31670 Labège :

- Favoriser les solutions alternatives à la voiture individuelle,
- Améliorer la qualité d'accessibilité des sites de Labège,
- Réduire l'impact environnemental des déplacements et notamment les émissions des gaz à effet de serre,
- Mettre en place une offre de covoiturage pour les salariés et les étudiants/stagiaires,
- Faire participer les salariés et étudiants/stagiaires à un projet fédérateur,
- S'engager dans une démarche citoyenne,
- Diminuer la fatigue et les risques d'accident de trajet.

Le CESI va mener une étude de mobilité relative aux pratiques de déplacements. Cette enquête permettra de connaître les lieux d'habitat du public concerné, les pratiques de déplacements domicile/travail ou professionnels et d'établir un plan d'actions.

ARTICLE 3 : Les engagements

3.1. Engagements du CESI

- Le CESI s'engage à communiquer au SMTC-Tissé :
 - le cahier des charges, les enquêtes et les études réalisées dans le cadre du plan de mobilité,
 - les données d'adresses anonymisées du public concerné par l'étude de géolocalisation,
 - le rapport d'analyse de la première évaluation, au terme de vingt-quatre (24) mois, à compter de la date de notification de la convention,
 - une évaluation régulière des actions mises en œuvre.
- LE CESI s'engage à alimenter la plateforme extranet collaborative de gestion et de suivi des plans de mobilité mise en place et pilotée par le SMTC-Tissé.

3.2. Engagements du SMTC-Tissé

- Le SMTC-Tissé, participera aux réunions de travail du comité de pilotage du CESI pour la mise en place du plan de mobilité et apportera une aide méthodologique en matière de conseil à la mobilité.
- Le SMTC-Tissé mandatera l'Agence d'Urbanisme de l'Aire Urbaine Toulousaine (aua/T) pour la réalisation du diagnostic des sites. Cette prestation est à la charge du SMTC-Tissé.
- Le SMTC-Tissé s'engagera à communiquer au CESI l'étude de géolocalisation des lieux d'habitat du public concerné. Cette prestation est à la charge du SMTC-Tissé.
- Le SMTC-Tissé assurera également a minima une animation par an sur le site de Labège au cours des vingt-quatre (24) premiers mois, puis à la demande du CESI et en fonction des disponibilités du service pour les années suivantes. Cette prestation est à la charge du SMTC-Tissé.
- Le SMTC-Tissé fournira de la documentation relative à l'offre de transport urbain et tiendra le CESI informé des évolutions du réseau urbain.

ARTICLE 4 : Enquêtes sur la mobilité des salariés et étudiants/stagiaires

Dans le cadre de l'accompagnement des établissements dans leurs démarches de plans de mobilité, le SMTC-Tissé mandate l'Agence d'Urbanisme de l'Aire urbaine Toulousaine (aua/T) pour :

- Mettre en place des enquêtes visant à étudier la mobilité des salariés et étudiants/stagiaires, à travers des questionnaires anonymes.
- Recueillir des données anonymes, exploiter et valoriser ces données, aux fins de l'élaboration du plan de mobilité du CESI.

Dans le cadre d'études plus globales de faisabilité de projets ou d'analyse des pratiques de mobilité, le SMTC-Tisséé exploitera les résultats des enquêtes sur la mobilité des salariés et étudiants du CESI; ces données pouvant utilement consolider les données dont dispose le SMTC-Tisséé sur son ressort territorial. Ces enquêtes et l'exploitation des données recueillies seront réalisées dans le respect des dispositions de l'Article 10-Confidentialité de la présente convention.

ARTICLE 5 : Evaluation du projet

Au terme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification de la présente convention, une évaluation des actions mises en place sera réalisée par le CESI.

Cette évaluation permettra de vérifier la pertinence de ces actions et l'évolution des parts modales de transports alternatifs à la voiture particulière (transports en commun, covoiturage, vélo, marche à pied, autres actions visant à réduire les déplacements).

Les résultats seront présentés au SMTC-Tisséé sous la forme d'un rapport d'analyse.

ARTICLE 6 : Durée et reconduction

La convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de notification de la présente et reconductible une fois pour la même durée. Cette reconduction comprenant la mise à jour de l'étude de géolocalisation, de l'enquête et du plan d'actions, interviendra de manière expresse à la demande du CESI par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire de la convention.

Elle prend fin à la date de remise du rapport d'analyse, sauf cas de résiliation décrit à l'article 8.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un accord préalable de toutes les parties et donnera lieu à la signature d'un avenant.

ARTICLE 8 : Résiliation

8.1. Résiliation fautive

En cas d'inexécution ou de manquement(s) grave(s) et/ou répété(s) de l'une des parties à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit par la partie qui en fera la demande par lettre recommandée avec accusé de réception, huit (8) jours après mise en demeure de se conformer aux dispositions de la présente convention, adressée dans les mêmes formes, et restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai.

8.2 Résiliation amiable

La présente convention peut être résiliée pour tout motif, par l'une ou l'autre des Parties, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou à tout moment dès lors que l'ensemble des parties en sont d'accord, sans indemnités de part et d'autre.

Il est toutefois indiqué que les Parties devront remplir leurs obligations contractuelles jusqu'à la date effective de résiliation.

ARTICLE 9 : Litiges

Tous différends nés à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable dans un délai de quatre (4) semaines maximum à compter de la date de survenance du litige, relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 10 : Confidentialité

Chacune des Parties s'engage, pendant toute la durée de la présente convention, et sauf consentement préalable et écrit de l'autre, à ne pas divulguer ou autrement communiquer les informations recueillies dans le cadre de la présente convention, en tout ou en partie, à tout tiers. Toutefois, une Partie peut divulguer ces informations à ses Préposés strictement dans la mesure où une telle divulgation est requise aux fins de réalisation de la présente convention et sous réserve des dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Les obligations de confidentialité survivront dix (10) ans à compter de la fin de la présente convention.

Fait à Toulouse le
En deux exemplaires originaux.

Pour le SMTC-Tissé,

Pour le CESI,

**Le Président,
Jean-Michel LATTES**

Le Directeur Régional Sud-Ouest